

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

5 JUILLET AU 18 JUILLET 1979

9^e ANNÉE — N° 297 — 4,00 F

***la France doit être
une terre d'accueil !***



LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS — 75001 PARIS

France, terre d'accueil ? Le drame de la mer de Chine requiert un grand mouvement de solidarité nationale. Nous nous associons à l'appel du comité **un bateau pour le Vietnam** (page 3). M. Giscard d'Estaing peut-il recevoir cet appel au moment où son gouvernement s'apprête à rejeter des milliers de travailleurs ? (Saint-Vallier en page 4). Il faut agir vite !

Est-ce vraiment la panique demande **Bertrand Renouvin** dans son éditorial ? Le pétrole est-il vraiment la cause de tous nos maux ? Ce qui est sûr, c'est qu'une révolution s'impose pour un modèle de croissance totalement étranger au projet giscardien. Nos amis royalistes portugais ont les mêmes soucis que nous. L'entretien que nous donne (en pages centrales) **Luis Felipe Coimbra**, animateur du **Parti Populaire Monarchique** montre comment ce mouvement ressemble étrangement au nôtre par ses propositions radicales. Le nôtre vient de tenir d'ailleurs son **Conseil Représentatif National** (Paul Chasard page 11).

Le débat des idées pour un projet social nouveau suscite ailleurs des recherches inquiétantes (notre **Presse au crible**). Curieusement aussi du côté d'un sociologue renommé, Michel Crozier (rubrique **Lire**). Au même moment, le retour à Drieu La Rochelle commenté par Gérard Leclerc (**Idées**), à propos du livre passionnant de F. Grover et de notre ami Pierre Andreu, suscite des réserves sérieuses.

C'est plutôt du côté de la Pologne que brille l'espérance. (Rémi Gousseau qui a suivi là-bas la visite de Jean-Paul II nous dit pourquoi (**Chemin du Monde**)).

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris.

Téléphone : 297-42-57

C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris.

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

NO Commission paritaire : 51700

g.r.e.c.e.

touché!

« La nouvelle droite s'installe ». Tel est le titre de l'article libérateur de Thierry Pfister dans le **Monde** du 22 juin. L'escroquerie intellectuelle des néo-aristocrates de G.R.E.C.E. — qui parviennent à piéger des hommes honnêtes comme René Huyghe et Pierre Chaunu — y est énoncée sans ménagements.

Pfister part d'un éditorial de Pauwels dans le « **Figaro-Magazine** » et constate que selon l'auteur du **Matin des magiciens** :

Pour que l'Europe retrouve, avec son authenticité, son rayonnement, il conviendrait qu'elle renoue avec ses racines culturelles profondes que Louis Pauwels, toujours dans son éditorial du 9 juin, énumère : le théâtre grec, l'épopée romaine, les poèmes celtes, les légendes germaniques. Bien que ce ne soit pas explicitement précisé dans ce texte, il s'agit de faire sauter le vernis imposé par deux mille ans de judéo-christianisme dont le marxisme ne serait que la « *théodicée laïcisée* ».

Mais comme le fait remarquer Maurice Duverger (**Le Monde** du 23 juin) :

Rien de tout cela ne résiste à l'analyse. La théodicée judéo-chrétienne a certainement infléchi la pensée gréco-romaine, qui avait elle-même infléchi les mythes indo-européens. Mais notre culture est maintenant fondée sur une symbiose de ces éléments, incluant leurs prolongements modernes dans le rationalisme et le libéralisme, dont le marxisme est un fils dégénéré. Il est étrange que les traditionalistes ne se déclarent pas « solidaires de tout » comme Napoléon pour le passé de la France. On ne restituera pas sa force à l'Occi-

dent en l'amputant de vingt siècles de son histoire, ni en restaurant le polythéisme : entreprise plus absurde que celle de Maurras adhérant à un christianisme sans le Christ, continuée aujourd'hui par Bernard-Henri Lévy adhérant à un judaïsme sans Yahvé.

A ce niveau, Duverger est peut-être injuste pour l'équipe des surdoués semillants du G.R.E.C.E. Ils veulent un paganisme mais rénové aux couleurs de la Germanie moderne, cette Germanie devant laquelle s'extasie Jean Cau dans **Eléments** (revue du G.R.E.C.E.) de juin 1979 :

« Je me demande si la musique n'a pas été le discours-refuge, le discours-masque de l'âme allemande, la vraie parole païenne de la Germanie au cœur de l'Europe chrétienne. Convertie par le fer et le feu à un christianisme qui ne l'exprimait pas en ses profondeurs, la Germanie à travers les siècles n'a pu parler son âme et son paganisme. Alors, elle l'a chanté ».

Bref, le néo-paganisme, ce ne sera pas Zeus replâtré, mais le grand oratorio du sang et de la race sur fond de musique wagnérienne. Ainsi, la civilisation de l'Europe ira-t-elle mieux — ne disons pas gazera ! dans une société hiérarchique.

Hiérarchie fondée d'abord sur la biologie. Comme le rappelle Pfister :

Les éditions Copernic, qui constituent l'un des relais de la nouvelle droite, viennent de publier un ouvrage d'un Britannique, Hans J. Eysenck, *l'Inégalité de l'homme*, mais aussi un autre essai, signé du pseudonyme Jean-Pierre Hébert, consacré à *Race et*

Intelligence. Dans ce livre sont reprises les thèses du professeur Jensen expliquant les différences de quotient intellectuel entre les races par l'intervention d'un facteur génétique.

La biologie ainsi mobilisée est mise au service de l'eugénisme, c'est-à-dire une théorie sociale fondée sur la science des conditions favorables au maintien de la qualité de l'espèce humaine. Elle conduit, par exemple, *Nouvelle école* à préconiser, outre l'avortement et l'euthanasie, l'élimination des cas pathologiques les plus flagrants et une programmation des types souhaités. Ces thèses sont rédigées en termes prudents, car la nouvelle droite n'ignore pas que cet aspect de ses analyses est celui qui peut lui attirer les difficultés les plus grandes, y compris au plan judiciaire. Déjà les milieux catholiques, qui côtoient ou ont côtoyé l'extrême droite, se sont émus. Qu'il s'agisse de certains groupes intégristes ou de la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, ils ont tiré la sonnette d'alarme.

Le grelot est attaché : mieux vaut tard que jamais. Car comme le constate Pfister, les initiateurs de l'entreprise G.R.E.C.E. mettent tout en œuvre pour accroître leur audience. Ils se font volontiers les documentalistes d'hommes politiques à la recherche d'un statut de penseur.

C'est ainsi que MM. Jacques Médecin, député U.D.F. des Alpes-Maritimes, pour *le Terreau de la liberté*. Philippe Malaud, député non inscrit de Saône-et-Loire, pour *la Révolution libérale*, et Michel Poniatowski,

L'avenir n'est écrit nulle part, n'ont pas hésité à recourir aux services d'Alain de Benoist et de ses amis. M. Poniatowski reprend par exemple à son compte les thèses du professeur Debray-Ritzen, chères à la nouvelle droite, sur le rôle déterminant de l'hérédité génétique en matière de quotient intellectuel.

Mais l'entreprise des aristocrates de l'angle facial s'accommode mal de la lumière. Raison de plus pour continuer à faire autour de ces pêcheurs en eaux troubles le maximum de publicité.

Paul MAISONBLANCHE

réfugiés

S. O. S. !



Il y a quelques années, un romancier avait inventé une fable. Des pauvres gens, par milliers, avaient constitué une immense flotte misérable qui se dirigeait vers l'Europe. Et l'écrivain qui entendait réellement faire œuvre d'anticipation posait la question : l'Occident aurait-il le courage de refuser l'invasion et de fermer ses rivages à cette foule famélique ? Le contraire selon lui eût été lâcheté.

Je ne rappellerai pas le nom de cet homme ni de ceux qui eurent le triste culot de l'approuver, souhaitant que la tragédie présente de la mer de Chine leur fasse suffisamment honte. L'histoire a rapidement rattrapé la fable en lui donnant un poids de souffrance tel qu'il n'est plus possible de jouer. Refouler ce peuple exilé, rescapé des fusils des miliciens, des tempêtes, des brigands, des maladies, de la faim, c'est approuver le massacre, c'est applaudir les gardes-côtes qui remorquent en haute mer les périlleux esquifs où s'accrochent des milliers de malheureux.

Ce qui est sûr pour nous, c'est que la France doit prendre la tête, de toute urgence, d'un mouvement de solidarité internationale. En ce moment où j'écris, les yeux pleins d'images hallucinantes, je ne sais encore comment le Président de la République réagira aux demandes pressantes qu'il reçoit. Mais il importe d'organiser partout un mouvement pour exiger les mesures les plus urgentes.

Dans la nuit du 23 au 24 juin, l'abbé Pierre faisait porter une lettre émouvante à l'Élysée : « Monsieur le Président. A l'instant, tout le monde vient d'entendre à la radio ces mots : « Les chances de survie des fugitifs vietnamiens refoulés en mer sont pratiquement nulles ».

Accepter passivement cela (et il sera à jamais trop tard d'ici très peu de jours) serait se déshonorer.

J'ai été naufragé, j'ai vu mourir

Quelque part loin d'ici, en mer de Chine pour être précis, des milliers de gens s'apprêtent à mourir si personne ne les aide.



en mer ; ancien marin, je sais comment tout navire qui entend un SOS, et qui peut quelque chose, connaît son devoir de tout laisser pour aller au secours...

Dans l'actuelle tragédie de la mer de Chine, ce serait insulter le peuple de France que de douter qu'il soit unanime pour approuver l'intervention immédiate, voire massive, de tous nos moyens pour ce sauvetage. C'est le cœur de la France entière autant que les larmes de ces frères, qui vous crient au secours, agissez sur le champ, à la mesure de la honte qui, sans cela, nous accablait. L'opinion mondiale vous soutiendra. Merci. »

Mardi 26 juin, c'était la visite à l'Élysée de Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, Michel Foucault, Yves Montand, Simone Signoret, André Glucksmann, qui proposaient trois mesures urgentes. Tout d'abord, la France devrait se proclamer pays du premier accueil, afin de partager cette qualité avec la Malaisie et la Thaïlande qui se prétendent dans l'incapacité de recevoir plus de réfugiés. Accueillir en France 40 ou 50 000 Vietnamiens, Laotiens ou Cambodgiens soulagerait les pays de premier accueil qui pourraient ainsi ne plus refouler les nouveaux arrivants. Second point : la constitution immédiate d'un

pont aérien avec les moyens proportionnés que seul l'Etat pourrait mettre en œuvre. Troisième point : l'organisation de centres de transit.

D'ores et déjà, des municipalités socialistes se sont déclarées prêtes à créer de tels centres. Jacques Chirac de même, qui a décidé de mettre au service des exilés indochinois un bateau de 1500 places et un avion. Partout, selon l'expression d'André Glucksmann, les « communautés naturelles » commencent à préparer l'accueil : la communauté juive de Strasbourg, les églises catholiques et protestantes du Centre.

Le premier objectif est clair : il faut que d'ici le 17 juillet, date de l'organisation de la conférence internationale des réfugiés, la France ait frappé un grand coup susceptible d'entraîner l'opinion mondiale et d'ouvrir les frontières des pays (tels l'Australie) qui ont des capacités d'accueil considérables.

Nous avons déjà parlé évidemment du bateau pour le Vietnam dont l'admirable docteur Bernard Kouchner et ses amis continuent à s'occuper avec efficacité, pour soigner mais aussi pour servir de sas à des réfugiés qui, grâce à lui, réussissent à échapper au barrage des gardes-côtes. Il faut continuer à aider de nos dons cette œuvre sans équivalent, dont les besoins sont énormes.

En terminant, je voudrais faire part de ce qu'André Glucksmann me disait au téléphone. En ce moment d'extrême péril, c'est un nouvel appel du 18 juin qu'il eût fallu faire retentir. Et cet appel, Maurice Clavel l'aurait fait sans aucun doute. Nous l'entendons tous dans notre cœur. Et le peuple de France y répondra.

Gérard LECLERC

Comité un bateau pour le Vietnam - B.P. 9-92 235 Gennevilliers Cedex.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

immigrés :

france terre d'accueil?



La réforme de l'ordonnance du 2-11-1945 qui constitue la base du statut juridique des étrangers en France, soulève, on pouvait s'en douter, de vigoureuses protestations. A dire vrai, ce projet s'inscrit dans ce formidable assaut contre les libertés (1) dont les manifestants du 23 mars et Serge July font par ailleurs les frais.

Le projet n'est pas nouveau (2). A la fin 1977, la section sociale du Conseil d'Etat, puis l'Assemblée générale de celui-ci rendaient des avis défavorables sur un projet (présenté déjà par M. Stoléro) qui visait à restreindre l'immigration. Après que le Conseil d'Etat eût annulé une série de circulaires émises par le ministre de l'Intérieur lui-même, il déclara à France-Inter : « Le Conseil d'Etat n'est pas là pour faire la politique de la France mais pour juger en droit » et d'ajouter qu'il utiliserait « des moyens autres que des circulaires : arrêtés, décrets et éventuellement projet de loi ». C'est donc ce qu'il a fait au mépris de l'avis du Conseil d'Etat. On pouvait espérer cependant que le projet témoignerait d'un esprit nouveau : il n'en est rien.

En matière de clarté, l'ordonnance précitée n'est pas, tant s'en faut, un modèle du genre. Maintes fois, les ambiguïtés en

avaient été dénoncées. Mais la « simplification de la vie en France » que propose M. Stoléro n'est qu'un recul des droits dont disposaient les étrangers et que souligne le renforcement du pouvoir discrétionnaire de l'administration.

1) Pour entrer en France, il faut comme avant, être muni de documents et de visas exigés, mais en plus « disposer de moyens d'existence suffisants », ce qui, pour un étranger venant chercher du travail en France, n'est pas évident. De plus, qui va apprécier cette suffisance? De plus encore, peut-on comparer les conditions d'existence d'un Belge et celle d'un Africain? La régularisation, c'est-à-dire l'attribution a-posteriori par l'administration d'un titre de séjour régulier à un étranger justifiant d'une situation stable, est proscrite puisque la possession des documents est exigée à l'arrivée et que leur défaut pendant plus de trois mois

est sanctionné par l'expulsion immédiate.

2) Pour séjourner, les cartes de travail de un, trois et dix ans et les cartes de séjour de résidents temporaires, ordinaires et privilégiés disparaissent au profit d'un titre (de travail et de séjour) de trois ans renouvelable et d'un titre de résident privilégié obtenu au bout de vingt ans de séjour en France et renouvelé automatiquement.

Autrement dit, ne sera pratiquement délivré dans l'avenir que les titres de trois ans parce que, tout d'abord, rester en France vingt ans ne concerne que fort peu de monde, les travailleurs ne venant pas pour s'installer, enfin parce que rester en France vingt ans suppose six renouvellements successifs d'un titre de trois ans, or : « le renouvellement des cartes arrivant à expiration sera étudié cas par cas en fonction de la situation de l'emploi et de la situation familiale du demandeur ».

3) L'article 23 de l'ordonnance ne prévoyait l'expulsion que : « si la présence de l'étranger sur le territoire français constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public ». Il fallait un arrêté du ministre de l'Intérieur et le respect d'une procédure garantissant les droits de l'étranger. Désormais, à ces motifs d'expulsion viendront s'ajouter la possession d'un titre de séjour contrefait ou falsifié, le refus de sortie du territoire après un non-renouvellement de la carte, la présence sur le territoire pendant plus de trois mois sans un titre de séjour. Comme le note le Pr Robert : « Ce n'est plus une technique de défense de l'ordre public, mais un instrument énergique de régularisation administrative pour ne pas dire ... de nettoyage ».

De plus, l'exécution d'office d'une décision d'expulsion qui ne pouvait s'effectuer qu'en cas d'urgence, est autorisée dans ces nouveaux cas d'expulsion. C'est dire que le contrôle du juge administratif est supprimé. De même en cas de non-renouvellement le recours pour excès de pouvoir dont disposait l'étranger risque de tomber en désuétude car le juge administratif ne pourra que vérifier le respect de la procédure et le sérieux des motifs invoqués mais ne pourra pas apprécier le bien fondé de la décision du préfet qui se

retranchera derrière « le contingent départemental annuel fixant les possibilités de renouvellement ». On décidera donc, dans des conditions de plus en plus incontrôlables, de la situation de personnes établies en France depuis trois ans jusqu'à dix-sept ans. Il y a pire. Le centre d'Arenc dont j'ai déjà parlé (2) est pratiquement légalisé puisque l'étranger refoulé ou expulsé pourra être interné jusqu'à son départ dans les locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire.

M. Stoléro déclare (3) que sa loi ne concerne que 40 000 personnes soit 1 % des étrangers. En effet, ne sont pas concernés les étrangers des pays ayant signé avec la France des accords bilatéraux dont le dernier en date du 12-1-77 a été signé avec le Portugal. En réalité, mieux vaut dire ne sont pas



ENCORE concernés car, lors des révisions et actualisations de ces accords, comme l'indique déjà M. Stoléro lui-même : « Les négociations commenceront sur la base du projet de loi. Il est évident que ces nouvelles règles serviront de référence, mais elles ne sont pas obligatoires ».

Ce qui semble obligatoire c'est le sauvetage du système industriel au mépris d'une politique cohérente d'aide et d'assistance.

SAINT-VALLIER

(1) Royaliste, n° 293 sur l'affichage.

(2) Royaliste, n° 284.

(3) Le Monde, 15-6-79.

la résistance spirituelle.



sur le passage du Pape

Rémi Gousseau, au retour d'un voyage en Pologne où il a assisté dans la foule à la visite du Pape nous a confié ses impressions et sa réflexion.

L'étonnant pour un Français qui se trouve plongé au plein cœur de la société polonaise, c'est l'étrange rapport à la bureaucratie et à l'idéologie communistes qui apparaît. Je regardais à la télévision le départ de Jean-Paul II à Cracovie et la famille polonaise qui m'accueillait observait la scène. Avec quelle ferveur ! Soudain tout le monde relâcha son attention et le bavardage devint général. Il se passait simplement que le chef de l'Etat parlait. Comme je m'étonnais : « Ce n'est pas intéressant. Ses histoires, on les connaît. » Prodigieux, la langue de bois coule sur tout ce peuple dans une parfaite indifférence. Cela fait deux mondes totalement à part : la bureaucratie d'Etat et une société civile qui recherche ailleurs son inspiration, ses mots d'ordre, ses raisons d'espérer.

C'est en cela que la visite de Jean-Paul II a été exemplaire. Imaginez à l'échelle de la Pologne un mai 68, mais selon le cœur de Clavel, un mai explicitement chrétien. Des centaines de milliers de jeunes proclamant dans une atmosphère de fête, au son des guitares, au milieu des chants populaires repris par des foules unanimes que le Christ est la seule espérance du monde. Il faut avoir vu cela pour le croire. Evidemment, il y a des non-croyants parmi les jeunes Polonais. Mais même ceux-là m'ont dit

qu'ils ne voyaient pas d'autre lumière, et que seule l'Eglise leur fournissait les critères du bien et du mal.

J'étais dans l'immense foule de Cracovie le dernier jour. Combien étions-nous ? Certains ont dit (et même l'Humanité !) trois millions. La veille nous n'avions pas dormi. Les gens chantaient, récitaient le chapelet. Avec mes amis, nous sommes partis en groupe vers l'immense prairie — où le pape devait dire la messe — vers deux heures du matin. Nous avons rejoint là des centaines de milliers de personnes qui campaient déjà sur place. Que l'on imagine ce coucher à la belle étoile et cet immense pique-nique où participent des millions de citoyens d'un pays communiste ! Et que l'on ne croit pas surtout que ces foules étaient hystériques. Je n'ai jamais vu ailleurs autant de sérénité, de calme profond. Un groupe en fusion, peut-être, mais spirituelle ! Avec des paysans, des ouvriers, des intellectuels, des étudiants, sans frontières entre eux.

A propos des intellectuels, j'ai pu en rencontrer un certain nombre et puis témoigner de la grande fécondité de l'intelligence polonaise aussi bien dans la réflexion philosophique que dans toutes les formes de l'art. Mais, là encore dans une souveraine indifférence aux critères officiels.

Jean-Paul II a beaucoup insisté sur la vocation chrétienne de la Pologne. Le pape Wojtyla ne fait décidément aucun complexe à propos de son patriotisme et celui-ci ne peut se séparer du passé chrétien de la Pologne. Chaque visite a été pour lui l'occasion d'évoquer les souvenirs historiques tous reliés à des figures chrétiennes. La cathédrale royale de Cracovie, Saint-Stanislas ! Ce patriotisme n'est en rien un refus de l'universel, il ne peut se concevoir en dehors de l'œcumenicité catholique et humaine. Et puis le peuple a trop souffert du totalitarisme nazi puis stalinien pour rêver à quelque mesure nationale. La Pologne suffit à sa propre mesure si souvent, il est vrai, contestée au cours de l'histoire (les trois partages et la suite...). Il n'empêche que le souci de l'identité polonaise s'identifie pour le pape et ses compatriotes à la liberté. Ils ne peuvent concevoir de coopération internationale qui ne respecterait pas les souverainetés nationales. Ainsi, Jean-Paul II n'a-t-il pas craint, en recevant M. Colombo, président de l'assemblée de Strasbourg, d'affirmer que l'Europe ne devait pas se faire contre la souveraineté des nations européennes. Il demandait, aussi, à la communauté des Neuf de ne pas oublier que la véritable Europe dépassait de beaucoup ses propres

frontières. En Pologne, le pape a notamment rappelé le principe de subsidiarité qui interdit à un pouvoir « supérieur » d'exercer une autorité que des pouvoirs « inférieurs » exercent légitimement.

La présence soviétique, personne n'en parlait, mais tout le monde y pensait. Elle seule empêche une libération politique. L'émancipation spirituelle est totale. Curieux paradoxe ! L'Eglise ne prêchera pas une croisade qui tournerait à une guerre inexpiable et entraînerait l'extermination du peuple. De là, une prudence politique qu'incarne très bien la personnalité du cardinal primat. N'empêche, Jean-Paul II comme toute l'Eglise polonaise rejoint Soljénitsyne et tous les dissidents de l'Est. Elle sait qu'une résistance spirituelle est invincible et qu'elle peut gagner toutes les couches de la population. Les soviétiques s'inquiètent de la contagion. On les comprend.

Signe des temps tout de même que cette Pologne si secrète et discrète, brusquement promue comme lumière des nations. Révolution culturelle, retour de l'Esprit, identité nationale et solidarité mondiale tout à la fois. C'est le chemin d'un nouveau destin.

Rémi GOUSSEAU

souscription

Un grand merci à tous nos amis qui nous ont déjà envoyés leurs dons et vont nous permettre la réalisation d'un certain nombre de projets. Si tous les retardataires s'y mettent, nos vœux vont être très sensibles. Merci.

3e LISTE DE SOUSCRIPTION

B. Chapon 10 F - C. Boissin 10 F - J. Armand 60 F - Anonyme Loire Atlantique 110 F - G. Girieu 50 F - D. Mermoux 10 F - A. Fincato 30 F - D. Saverot 50 F - M.K. Lille 20 F - Mme Blanquet 100 F - F.D. Montpellier 100 F - Mme Gelin 200 F - Pr Hervouet 150 F - N. Lucas 10 F - C. Frater 40 F - J.P.D. Aisne 100 F - J.P.V. 100 F - J.F. Maurel 400 F - Artisan du Morbihan 50 F - J. Cornu 200 F -

H. Wiart 20 F - E. Ozenne 30 F - C. Teissier 10 F - P. Arnavielle 100 F - G. Lemaigen 110 F - M.H. 10 F - O. Millon 50 F - M.C. 100 F - H. Vitrac 20 F - Michel Baran 10 F - Anonyme Aisne 100 F - A. Lazine 100 F - Mme A.D. 15 F - J. Mas 50 F - G. Bosc 50 F - M. Briot 30 F - P. Charlet 60 F - Fédération Bretagne 452 F - F. Moulin 250 F - P. Arvis 352 F - J.C. Houx 88 F - Michel Paris 200 F - L.T.M. 100 F - Gueneau de Mussy 52 F - M. Cloup 100 F - O. Millon 20 F - M.P.C. 50 F - P. Beauvais 100 F - Paule Buffet 60 F - Biche-ler 20 F - Joannelle 10 F - Gully 100 F - J. Oudot 100 F - Bocquain 20 F - O. Moulin 115 F - J. Beaume 1000 F - Kammerlocher 50 F - Bonnafons 100 F - Roux 50 F - Huguenin-Richard 50 F.

Total de cette liste : 6 104 F.
Total général : 20 191 F.



Nous sommes heureux d'accueillir dans notre journal M. Luis Filipe Coimbra, membre du Bureau politique du Parti Populaire Monarchique (P.P.M.) qui a bien voulu nous expliquer le sens et l'action des royalistes portugais.

● **Royaliste :** Pouvez-vous nous brosser rapidement un tableau du Portugal depuis la révolution des œillets en 1974 ?

P.P.M. : La Révolution a représenté pour les Portugais l'espoir d'une nouvelle vie, d'une vie libérée de la pression d'un Etat centralisé. Depuis le début du siècle et plus spécialement, bien sûr, depuis la venue au pouvoir de Salazar la centralisation n'avait cessé de s'accroître. Mais cet espoir a été complètement déçu en deux ou trois ans. On a eu un certain gauchisme qui n'a pas pris conscience des véritables problèmes de la population, et n'a pas décentralisé la vie administrative, politique et sociale du pays. Bien au contraire la lutte pour le pouvoir s'est concentrée à Lisbonne laissant les régions abandonnées à leurs problèmes.

● **Royaliste :** Le gauchisme que vous avez évoqué était encore très féru d'idéologie et de langage marxiste ?

P.P.M. : Oui, c'était le langage marxiste traditionnel qui n'a d'ailleurs pas grand rapport avec celui des autres communistes en Europe. C'était des mots et des

slogans dont on essayait même pas de comprendre toutes les implications. On a tenté de vagues réalisations, mais la plupart du temps, on a seulement voulu répéter au Portugal les événements de 1917 en Russie !

● **Royaliste :** Les événements de mai 68 en France ont-ils eu une résonnance au moment de la révolution ?

P.P.M. : Oui mais sur une minorité de gens, très exactement les royalistes, les anarchistes et les socialistes de gauche indépendants. Aucun rapport voyez-vous avec les partis politiques conventionnels.

● **Royaliste :** On a beaucoup parlé d'un danger communiste et d'une possible prise du pouvoir par un PC très dur et très stalinien. Qu'en est-il très exactement ?

P.P.M. : Effectivement on en a été proche à un moment. Il y a eu les attaques contre la presse libre — l'affaire República entre autres —, puis l'attaque contre les syndicats et la volonté d'un syndicat unique. En novembre 1975, il y a eu une bipolarisation de la

parti populaire monarchique

vie portugaise, tout le monde était d'un côté et les communistes de l'autre. Mais la plupart des militaires ont pris conscience des risques de cette situation. C'est plus calme maintenant et il n'y a plus de danger communiste aujourd'hui au Portugal. On a arrêté le processus qui conduisait au totalitarisme communiste mais en revanche nous avons toujours une autre forme de totalitarisme, c'est celui de la société industrielle et du capitalisme international qui n'ont rien à voir avec nos ressources naturelles et humaines. Au bout du processus, c'est notre indépendance économique qui est en cause ainsi que nos perspectives de développement et l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie. Si nous ne nous battons pas sur ce terrain, nous serons victimes d'un processus totalitaire technocratique que nous ne pourrions jamais contrôler.

● **Royaliste :** Quelle est la situation politique aujourd'hui au Portugal ?

P.P.M. : Nous sommes dans une situation de vide politique. Le parti socialiste avec Mario Soares a eu toute possibilité pour gouverner le pays. Or, les socialistes ont mené des politiques contradictoires, parfois tellement marquées à droite que cela aurait fait sourire Salazar, s'il était encore vivant. L'année prochaine, nous aurons des élections législatives, or la crise économique actuelle nécessiterait un gouvernement qui ferait voter et appliquer des lois impopulaires. Aucun parti politique ne veut aujourd'hui avoir cette responsabilité qui lui ferait perdre des électeurs. Nous avons un premier ministre qui n'a l'appui d'aucun parti à l'assemblée de la République. Quant au Président, avec son entourage de militaires, il est coupé de la situation politique réelle. Si, aujourd'hui, les grands partis politiques ne sont

pas capables de se mettre d'accord sur une plateforme commune pour essayer de sauver le pays et nous faire sortir de la crise économique, il y a un risque de voir s'instaurer un présidentialisme militaire, une dictature de droite, et ce sera à nouveau l'obscurité pour le Portugal.

● **Royaliste :** Le Portugal d'aujourd'hui est-il un pays encore essentiellement agricole ? Que représente l'industrie et le niveau de vie ?

P.P.M. : On ne peut parler de niveau de vie sans qualité de la vie. La qualité de la vie n'a aucun rapport avec le niveau de vie. Dans les années soixante, les gens voulaient un meilleur niveau de vie sans penser aux conséquences de cette augmentation du niveau de vie par rapport à la diminution de la qualité de vie. C'est ce qui se passe en Europe aujourd'hui. C'est un problème. Nous pensons que notre développement doit se faire de façon à ce que niveau de vie et qualité de vie progressent ensemble et non l'un contre l'autre. D'ailleurs, on commence à connaître une industrialisation sauvage, car on calque la production sur ces modèles qu'on appelle modernes et qui ne le sont pas. Par exemple, on consomme douze kilos de plastique par personne au Portugal. Eh bien, il y en a qui disent qu'il faut arriver au niveau de l'Allemagne et de la France qui en consomment soixante ! C'est impossible. Vous êtes arrivés à ce niveau parce que le pétrole n'était pas cher.

Maintenant, nous avons un nouvel empire qui nous est tombé du ciel. C'est 1800 000 km² d'eau grâce à l'extension à 200 miles des eaux territoriales qu'il faut utiliser. Nous disons que notre développement doit être fondé sur l'agriculture, le tourisme, les industries de manufacture, sur une diversification des petites et moyennes industries dans notre

tradition exportatrice et maritime. On ne fait rien pour la mer et pourtant nous sommes en territoire l'un des plus grands d'Europe. C'est un problème de stricte information pour ceux qui sont intéressés à nous faire dépendre uniquement pour nos ressources de l'industrie lourde, de la pétrochimie, des usines de pâte à papier. La conservation de l'énergie sera un problème à envisager, car nous sommes engagés dans une croissance pour la croissance où l'homme est au service de l'économie. Pour nous, c'est le totalitarisme technologique.

P.P.M. : Cela pose des problèmes maintenant du fait de l'élection du parlement européen, vis-à-vis duquel nous émettons des réserves sérieuses. Nous ne voulons pas que le Portugal devienne un réseau de gaspillage de l'Europe. Nous sentons que c'est le prix que nous allons payer pour entrer dans le marché commun. Nous n'avons pas besoin d'une douzaine de grands seigneurs qui pensent résoudre tous les problèmes européens à Strasbourg.

P.P.M. : Les royalistes pendant la dictature étaient minoritaires contre Salazar. Parmi ces monarchistes la plupart, il faut bien le dire, ont pensé que Salazar d'ailleurs comme Franco, allait faire la monarchie. Les minoritaires n'ont jamais cru que la monarchie pourrait revenir sans un référendum, sans l'appui du peuple, par un coup d'Etat. Alors, dès les premiers jours, on s'est battu contre un certain type de fascisme qui naissait.

Beaucoup de gens ne savent pas que les premiers prisonniers politiques sous Salazar ont été des monarchistes. Les monarchistes d'opposition ont toujours participé à tous les coups militaires ou civils qui ont été essayés contre la dictature. D'ailleurs pour nous, la Monarchie et les libertés sont des choses indissociables, c'est pourquoi nous avons participé aux élections, seuls comme en 1961, avec les socialistes en 69, les socialistes de Mario Soares. Puis nous sommes arrivés au

que. Il y a deux mois les dernières élections municipales nous ont donné 2 % au niveau national. Nous ne voulons pas entrer dans le jeu de la gauche contre la droite ou inversement. Si les élections sont anticipées au mois d'octobre ou de novembre, on pourrait avec les sociaux-démocrates et les socialistes indépendants qui ont quitté le parti socialiste, il y a un an, créer une majorité à l'assemblée. Cela nous permettrait de changer notre constitution et de réviser très



25 avril. Nous avons voulu rester un parti politique indépendant des autres forces politiques afin de ne pas participer au débat idéologique que nous estimons dépassé. Discuter des relations de production, des idéaux sociaux de la démocratie chrétienne ou du communisme est dépassé et n'a aucun rapport avec le pays réel.

P.P.M. : Dans les journaux et les magazines on parle du P.P.M. Nous sommes avec les écologistes au Portugal en première ligne contre le nucléaire et le gaspillage, pour l'utilisation rationnelle des ressources naturelles de notre pays. Nous nous sommes rapproché des sociaux-démocrates pour faire une coalition électorale pour les prochaines élections. Nous avons déjà réussi à gagner des élections régionales et municipales. Nous avons une cinquantaine de conseillers municipaux élus par le P.P.M. Notre accord avec les sociaux-démocrates pourrait nous donner une bonne position dans la prochaine assemblée de la Républi-

rapidement notre politique énergétique, de décentraliser notre administration.

● **Royaliste** : Donc, depuis la révolution des Oeillettes, vous êtes partie prenante de la vie politique portugaise. Comment cela s'est-il réalisé? Vous avez du prendre un certain nombre de décisions à cet égard?

P.P.M. : Il fallait forger notre propre personnalité et pour cela nous avons refusé de bonnes places soit au gouvernement soit dans la vie publique pour rester fidèle à notre idéal. Aujourd'hui, cinq ans après, je pense que cette stratégie était la bonne. On a pensé au pays réel et fait un programme de transition de pays peu développé vers une société pos-industrielle qui sera l'avenir de l'Europe. Puis, nous avons participé au gouvernement provisoire. Ribeiro-Telès a été secrétaire d'Etat de l'environnement. Dans l'actuel gouvernement présidentiel qui ne dispose pas de l'appui des partis, nous avons un secrétaire d'Etat au difficile poste de la réforme agraire. Il a démissionné, il y a un mois. Nous n'avons pas perdu notre temps à entrer dans des discussions

stériles. Aujourd'hui, nous avons un programme qui oblige les grands partis à composer avec nous. Ce qui explique l'attitude des communistes. Ils disent : **« Comment ? C'est incroyable. Les monarchistes font une coalition avec les sociaux-démocrates. Eux qui étaient si bien sur les problèmes de l'environnement ! Comment peuvent-ils rejoindre un parti affreux comme les sociaux-démocrates ? »** Quand c'est écrit en première page d'un journal communiste, cela donne une toute petite idée de ce que sont les choses.

● **Royaliste :** Donc, il est reconnu par la classe politique que le programme des royalistes c'est l'écologie, la défense de l'environnement et un certain type d'économie ?

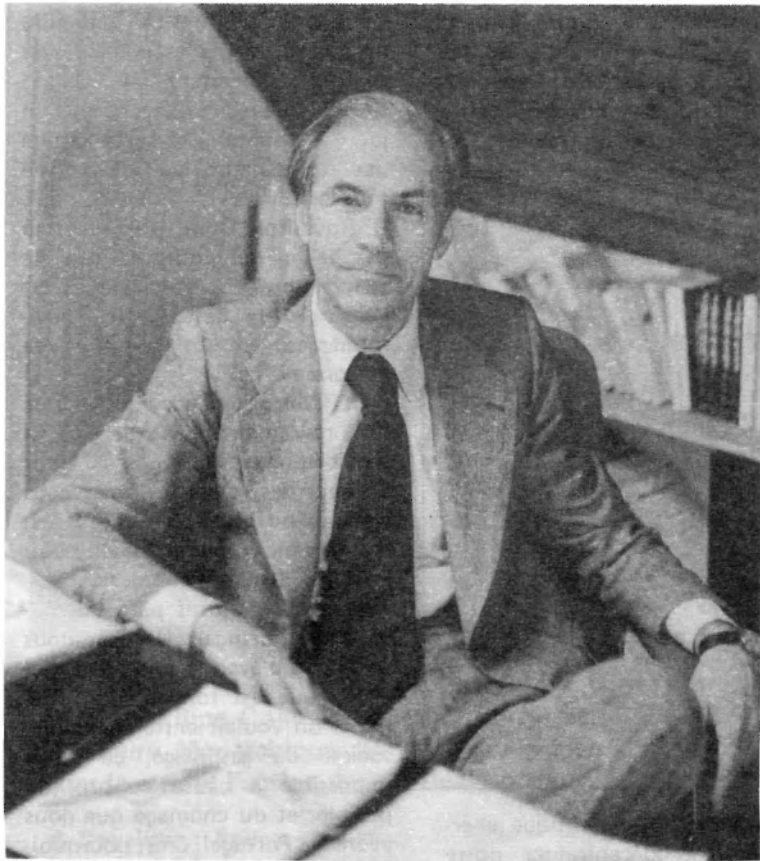
P.P.M. : Quand vous parlez du programme des royalistes, il faut distinguer deux choses. Nous sommes des royalistes, mais nous sommes un parti politique. Il y a d'autres mouvements royalistes au Portugal. Il y a même des royalistes dans les autres partis démocratiques portugais. Ceci dit, nous pensons qu'avec la crise, le choix écologique est fondamental. Même si on voulait entrer dans une société de gaspillage, ça serait impossible à cause du prix du pétrole, et du chômage que nous avons au Portugal. C'est pourquoi, nous sommes dans tous les comités anti-nucléaire au Portugal, et nous sommes la seule organisation à avoir les moyens pour parler et défendre l'environnement et la qualité de la vie. D'ailleurs, il y a un lien étroit entre l'écologie et l'idéal royaliste. Ce qui compromet l'avenir et même l'aujourd'hui ne peut être accepté par un royaliste.

● **Royaliste** : Vous savez que le Comte de Paris est revenu sur la scène publique en France, depuis quelque temps, avec la parution de ses mémoires. Est-ce que cela a eu un écho au Portugal ?

P.P.M. : Oui, la presse française qu'on lit souvent au Portugal nous a conforté dans l'idée que nous nous faisons de la Maison de France. Nous pensons que ses « mémoires » vont être beaucoup lues au Portugal. Je ne sais pas s'il y a des éditeurs portugais qui s'en occupent, mais je pense que ce serait un best-seller au Portugal.

royaliste n° 297 - page 7

gérer les humains...



Michel Crozier

Le livre de Michel Crozier séduira certains. Les problèmes soulevés sont de ceux qui appellent souvent des positions passionnées : suppression des grandes écoles, réforme de l'éducation nationale, décentralisation. Bref, c'est le vent de la mode à moins qu'il ne s'agisse de la mode du vent.

Car ceux qui ont lu d'autres ouvrages de Crozier n'apprendront pas vraiment quelque chose de plus dans son dernier livre. Yves Michaud écrivait : « *Le besoin de sociologie, ce besoin de scientificité, sur le social, correspond à la nécessité de ressaisir dans une vision totalisante ce qui apparaît inévitablement lacunaire* ». Et cette lacune c'est l'homme. Alors on analysera des organisations, on disséquera des institutions, la bureaucratie ; on parlera des sujets ou des acteurs en face du système. Ce discours est dangereux : il postule que l'homme n'aurait et ne tirerait sa signification que du système environnant et qu'il ne peut fonctionner que sur des stimuli en provenant. C'est nier l'autonomie du sujet non pas tellement philoso-

phiquement mais pratiquement. A dire vrai c'est l'idéologie gestionnaire et le système industriel qui sont en cause.

IDEOLOGIE GESTIONNAIRE

La thèse qui constitue la trame du livre est que nous sommes gérables. Plus ou moins bien, mais gérables comme des choses. Si nous acceptons ce postulat et cette situation, Crozier devient lisible. Sinon, quelle est cette philosophie subversive et appauvrissante ? La croissance industrielle et la modernisation doivent aboutir à la suppression des différences, le corps social devenant un ensemble de consommateurs. Partant la politique perdrait tout intérêt et deviendrait une affaire de spécialistes. Cro-

zier ne postule rien d'autre quand il constate que : « *que nous le voulions ou non nos modèles sont caducs* » parce que les relations d'autorité à la base « *se sont transformées* ». Ainsi, « *se trouve posé de façon inéluctable et centrale le problème de la gouvernabilité des institutions, des systèmes et des sociétés tout entières. C'est ce que les sociologues ont appelé la question du contrôle social* ».

En effet, « *on ne rendra pas les gens plus libres en supprimant l'organisation mais au contraire en la développant* », et plus loin « *Notre problème fondamental est le renouvellement du modèle de contrôle social* ».

Mais, me dira-t-on, Crozier fait une place à l'homme puisqu'il parle d'« *investir dans les rapports humains* ». Précisément, le verbe est déjà lourd de signification. Autrement dit, les hommes intéressent moins tels qu'ils sont que tels qu'ils doivent être. « *Nous vivons une crise des rapports humains* » et « *une crise d'affolement* », et « *nos moyens institutionnels sont impuissants* ». Crozier revient à son thème mythique de la société bloquée. Mythique car c'est l'idéologie gestionnaire qui dérape.

Tout son discours d'ailleurs est un hymne au changement. Devant la complexification de la société, l'homme doit changer, les rapports humains être modifiés : « *Une stratégie du changement sera donc une stratégie d'investissement* ». Or, l'état des rapports humains est fondé sur la division du travail véhiculé par le système industriel. Crozier n'en parle pas préférant attaquer la bureaucratie et les grandes écoles. Pour ces dernières leur mission sera : « *non plus de sélectionner les meilleurs, mais d'écarter ceux qui ne peuvent pas suivre dans de bonnes conditions cet enseignement intensif élevé* ». Trouaille de génie, non plus sélectionner mais écarter !

DECENTRALISER

« *Jouer la province* ». Son analyse est séduisante quand il propose une assemblée régionale élue au suffrage universel. Elle est exacte quand il prévoit le déperrissement du département. Mais elle est incomplète car c'est toute la théorie de l'Etat qui bas-

cule. Elle est dangereuse car si le département était une des conditions du développement du système industriel, il est à craindre que la régionalisation n'en constitue le second souffle. L'idéologie gestionnaire postule un regroupement sans cesse croissant des entités et des concentrations toujours plus importantes. Que signifie régionaliser quand Paris sera installé à Bruxelles ? Un cadre de gestion plus rationnel. Un point c'est tout. Et Crozier ne s'en cache pas, car que signifie sa stratégie de création institutionnelle ? « *J'entends par là des investissements en hommes, en méthodes, en systèmes d'organisations et de réflexion bien plus qu'en bâtiments* ». Et son investissement en hommes ne postule rien d'autre que la modification des comportements humains : « *C'est là que les institutions jouent un rôle irremplaçable, car elles constituent le tissu social à partir duquel chaque homme peut se choisir et se faire lui-même, c'est-à-dire créer sa liberté* ». Et encore : « *C'est parce que l'homme peut apprendre de nouveaux comportements que l'avenir n'est pas bouché, que nous pouvons devenir plus libres* ».

Là encore, le discours sur l'homme ne doit pas faire illusion car, pour Crozier, rien ne peut partir de lui : « *le développement de l'esprit et de la pratique de l'entreprise est la seule façon de briser le cercle du pouvoir traditionnel, le seul espoir de libération et d'épanouissement* ». D'ailleurs, tout finit par se dévoiler : « *Comment rendre actif le client, bénéficiaire du service, et s'en servir pour rendre le service plus rentable et plus efficace ?* » C'est la voie d'une domestication permanente. En parlant de communication, il écrit encore : « *C'est autour d'elle, à travers elle, que l'homme devient un animal social* ».

M. Ullmann, membre de la commission trilatérale, définissait ainsi celle-ci : « *Gestion concertée des humains* ». Cette même thématique tisse le discours de Michel Crozier. Rien d'étonnant puisqu'il appartient à cette même communication avec, entre autres, ... Raymond Barre.

SAINT-VALLIER

* On ne change pas la société par décret — Michel Crozier — Grasset.

Retour à Drieu La Rochelle ? Certains, dont quelques bons amis trouvent cela suspect, plus qu'équivoque. Spontanément, je suis prêt à leur donner raison. La « gent intellectuelle » se complaît trop au miroir du dandy collabo irresponsable. Cela est trouble. Et si quelques plumes honorablement pourvues de certificat d'appartenance à la gauche se prêtent au même narcissisme, cela renforcera mon inquiétude. L'esthétisme de droite vaut celui de gauche. Une même calamité ! L'esthète n'échappe pas à la gravité d'être, il s'en arrange avec élégance comme le sophiste fait joujou des exigences de l'être. La littérature fournit de bonnes armes pour rêver la vie, brouiller les pistes, frayer celles du mensonge. Je sais bien que dans l'instant déchirant, l'esthète peut être voyant ou même que l'écriture livrée à son ascèse est quête de vérité. Oui, mais c'est la dérive qui nous est donnée à contempler comme un gouffre toujours un peu fascinant. Il n'y a plus que la douce pitié pour échapper au piège.

Pierre Andreu qui, avec Frédéric Grover vient de nous donner une monumentale biographie de Drieu, aura-t-il la gentillesse de me pardonner ce prologue ? J'ai trop d'amitié pour lui et de respect pour croire un seul moment qu'il participe d'un engouement suspect. Son livre je l'ai lu dans la lumière de la douce pitié qui est la sienne. Ses liens avec l'auteur de Gilles ne l'inclinent ni à l'indulgence ni aux fureurs justicières. Andreu et Grover ne cachent rien des éléments du dossier. Parler de réhabilitation serait donc absurde. Ont-ils voulu comprendre ? Sans doute, mais non pour absoudre, pour excuser. « *Nous nous sommes efforcés de présenter en Drieu complexe, ni tout bon ni tout mauvais. Lui-même avait écrit dans son journal "Quand j'aurai dit et prouvé que je fus un chenapan, mon lecteur sera bien avancé. Ce qu'il voudrait savoir, c'est comment le chenapan s'insère sur le solitaire et celui-ci sur un autre, et quelle famille unie cela fait qui marche toujours du même pied"...* » André Malraux qui le connaissait bien n'a jamais voulu le désavouer. A Frédéric Grover qui l'interroge, il fait remarquer qu'il y avait chez Drieu une manie de l'autodénigrement. Et le chef de la brigade Alsace-Lorraine ne craint pas d'ajouter : « *Je le considère comme un des êtres les plus nobles que j'ai rencontrés.* » (1) L'ami oublie-t-il que l'amitié n'excuse pas tout ?

REVEUSE BOURGEOISIE

La critique minutieuse, fruit de trente années de recherche accomplie par nos deux auteurs démontre amplement la véracité des récits de Drieu qui sont toujours autobiographiques. Ainsi « *Réveuse bourgeoisie* » est bien l'histoire de sa propre famille, spécialement celle de son père trompant sa mère, dilapidant la fortune de son beau-père. Le Don Juanisme était donc sa fatalité ? *L'Homme couvert de femmes* serait à considérer comme l'héritier d'une faute originelle qui le poursuit, en le menant d'échec en échec. Pourtant nous dit Malraux : « *... couronner à quarante-deux ans une carrière marquée d'innombrables succès féminin par une liaison avec une des femmes les plus belles et les plus en vue de Paris serait considéré, objectivement, comme un triomphe. Donc, c'est la couleur qu'il donne aux événements qui est négative non les événements eux-mêmes.* » Pourquoi cette



par
gérard
leclerc

drieu la rochelle

couleur ? Le Don Juanisme n'est pas forcément joyeux. Il y a même quelque chose de poignant dans ce « chercher la femme », qui ne s'inscrit dans aucune fidélité. Le mariage ne cesse de poursuivre Drieu comme une impossible nostalgie. Lui-même dans ses essais, signe ses propres condamnations. Dans ses « *mots pour comprendre le siècle* », je tombe sur ce passage sans appel : « *Si l'homme ne risque pas sa vie dans le combat, il ne risquera plus sa vie dans la paternité. Car, faire un enfant, c'est à demi s'effacer, c'est mutiler à jamais son égoïsme. Rousseau, un des premiers égotistes, l'avait bien compris, qui mit ses enfants à la fourrière.* » Et Drieu qui fait avorter sa maîtresse ?

Pierre Andreu et Frédéric Grover expliquent l'échec, par le refus du choix. Refus de choisir le mariage, car se serait abandonner la vocation littéraire qui est la plus jalouse des maîtresses. Refus d'une vocation littéraire trop exclusive pour ne pas abandonner la politique. Refus de se laisser prendre à cette même vocation littéraire qui est sa vraie fatalité pour se vouer à une mystique indienne où il se découvre pourtant effroyablement banal. Drieu n'a cessé tout au long de sa vie, de se dérober. Et son suicide pourrait bien être la grande dérobade finale.

LA FUIITE POLITIQUE

L'énigme du Drieu politique devient moins stupéfiante, si l'on comprend qu'il entretient avec la politique des rapports bizarrement tronqués. « *Drieu méprisait les politiciens dans l'abstrait. Dans le concret, il était en admiration devant eux.* » (Malraux). Sans doute y a-t-il chez lui du parti pris, des déviations

grossières, un antisémitisme qui s'est exprimé en des textes impardonnables. On ne peut laisser si facilement tomber ce qui en Drieu s'accordait avec l'ignominie du fascisme, le culte du chef viril qui nous sauvera de la médiocrité de « la France de l'apéro ». Mais il y avait l'autre pente que l'on retrouve dans Gilles, l'ami d'Aragon en quête d'un socialisme fraternel. Le même Gilles que l'auteur de *la Condition humaine* s'efforce de convaincre que la vraie révolution se fera avec de Gaulle et non avec les Allemands. Il y avait aussi ce qui reste de l'éducation chrétienne. Comment expliquer alors que le mauvais côté l'a précipité dans la collaboration en dépit de ce qui pouvait le retenir ?

L'explication essentielle pourrait bien être que Drieu se laisse rêver en toute impunité, qu'il interprète les événements qu'il juge les hommes à l'aune de ses désirs, de ses fantasmes et de ses ressentiments, en estompant le réel le plus contraignant. L'esthète de droite ! L'Hitler qu'il révère et dont il attend le salut de l'Europe, après avoir espéré en Bergery et Doriot a de lointains rapports avec les camps de concentration, l'extermination. L'horrible bonhomme sanglant n'est, dans l'alchimie intérieure de Drieu que le réalisateur du socialisme ! Pas étonnant que le benêt soit tombé dans les filets d'Otto Abetz pour devenir la principale illustration de la collaboration intellectuelle. Et lorsqu'il voit que c'est décidément foutu, qu'il a choisi le mauvais cheval, Staline remplace Hitler dans ses espoirs ! Il est difficile de qualifier pareille aberration.

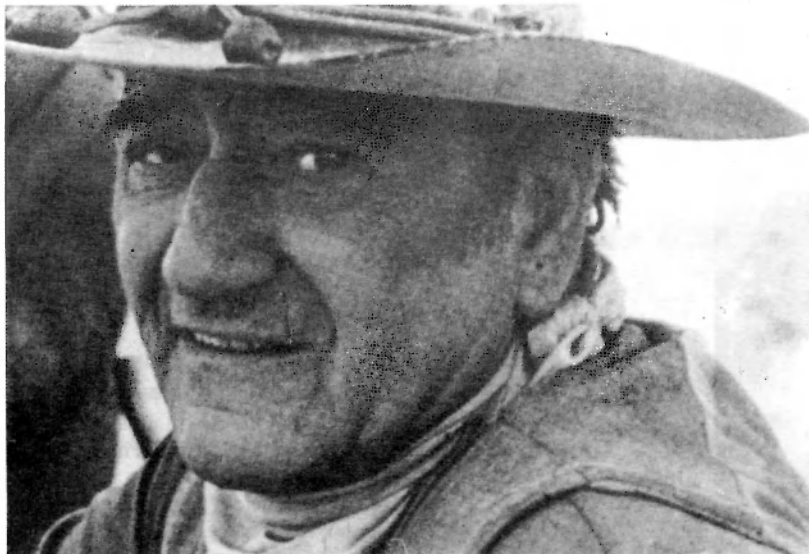
Par ailleurs, nous sommes obligés de nous interroger sur les vœux européens d'un écrivain se réclamant tantôt du nationalisme maurassien, tantôt trouvant la mesure de la France trop étroite pour ses pensées et l'histoire qu'il imagine. Avec Dominique Desanti (2), on peut parler d'une véritable « transgression » d'avec l'enfance bercée par un grand-père qui pleurerait l'Alsace et la Lorraine perdues. C'est alors le lien véritable à la politique et à la cité qui est en cause. La trahison aussi. Sans fidélité ontologique, on peut tout imaginer et la France est une hypothèse comme une autre. Infidèle dans ses amours, infidèle toujours ?

Fatalité décidément, mais dont il n'est pas innocent, à laquelle il s'enchaîne avec quelque délectation. Pourtant, c'est la douce pitié qui vous reprend lorsqu'au terme de sa vie, l'enfant désolé est voué à une solitude dont les femmes qui l'ont adoré ne peuvent le délivrer : « *Les femmes ne se dévouent que pour ceux qui sont à elles. Deux ne sont plus mes maîtresses, la troisième voudrait être ma femme. Chacune m'en veut sourdement, et puis se sont des bourgeoises qui tiennent avant tout à leur salut personnel. Cela en dit long, sur ma solitude, que j'ai voulue, mais aussi sur la solitude de tout homme, même quand il ne la veut pas. Car que seraient-elles, après tout, de plus pour moi, si j'étais tout à elles.* » Pauvre enfant gâté, pourri d'amitiés et d'amours prévenants, pauvre Pierrot lunaire sans doute aimable quand même. La douce pitié...

Gérard LECLERC

(1) Pierre Andreu/Frédéric Grover *Drieu la Rochelle*. Hachette littérature.

(2) Dominique Desanti : *Drieu la Rochelle, ou le séducteur mystifié*. Flammarion.



A l'âge de 72 ans John Wayne, celui que l'on surnommait le Duc, vient de mourir, il termine ainsi une vie épique où le western fut une véritable manière de vivre, jusqu'à la fin.

L'homme au chapeau texan et à la Winchester ne diffère pas de celui qui vivait en compagnie de ses sept enfants à Newport. Il reste le même. Le metteur en scène Raoul Walsh a mis plusieurs semaines pour aider John Wayne à perdre les tics appris dans un cours d'art dramatique auquel il s'était consciencieusement inscrit. Ce fut la seule erreur de sa vie. Sans le naturel, le cavalier n'est pas vrai, et c'est dans la simplicité des comportements qu'un western peut prétendre être une « usine à rêves ». Le Duc se doit de demeurer invariable : une démarche « chaloupée », un pas traînant, une force calme et convaincue.

Cette constance fait oublier les studios aux spectateurs. John Wayne dans *Alamo* en 1960 ou dans *Le fils du désert* (1948) ne nous trompe pas, il ne change que son costume et peut être ainsi regardé pour lui-même.

L'homme triomphe sur le rôle, sur l'acteur même, la réalité sur le jeu. Cela ne va pas sans les conventions du western, mais elles sont nécessaires à la magie. Nous commençons par une attention amusée puis mystérieusement nous nous laissons conduire à travers toutes les émotions, rires, tensions, joie, pleurs même, sans mauvaise critique. La simplicité de l'héroïsme des personnages de Wayne rend possible cette identification qui ne dure que le temps d'une séance. Un peu de sérieux, nous ne sommes pas Américains. Mais il suffit de se retrouver dans le noir d'une salle, pour que tout recommence. Le monolithisme de John

Wayne a sans doute assuré cette merveille du cinéma. Et puis sa carrure de Texan était à la mesure des chevaux qu'il montait, des espaces qu'il parcourait, des situations qu'il affrontait. La grandeur au cinéma est en bonne partie une idée du western auquel Wayne a donné son principal visage.

Et de l'autre côté de la caméra ? Nous l'avons dit, il reste le

la mort d'un cavalier...

même, fier bagarreur et bon cavalier. Aucune distinction, il est soldat et cow-boy tout à la fois. A tel point que si son âge l'a toujours empêché d'être mobilisé, le général Mac Arthur lui déclara un jour : « Jeune homme vous incarnez mieux l'officier américain que n'importe quel homme sous l'uniforme ».

Mais l'homme se révéla en 1965. Le cancer qui lui rongea le poumon ne l'abattit point. Au contraire, quelques mois après son ablation, il tournait une scène de combat dans un torrent glacé à 2000 mètres, au Mexique. Il avait vaincu son mal. Peu d'individus réussissent cela, Wayne avec Sol-jénitsyne appartiennent à cette rare catégorie.

De 1965 à 1978, il joua près de vingt films dont le célèbre *Dernier des géants* de Don Spiegel où il interprète son propre rôle, celui d'un héros du Far-

West attaqué par une grave maladie.

Le cas allait de nouveau se produire réellement, à deux reprises, et le 11 juin dernier il en mourait. C'est une des rares fois où Wayne succombe dans un combat mais celle-ci demeurera définitive. Il rejoint ainsi Alan Ladd, Gary Cooper et tous les grands d'Hollywood.

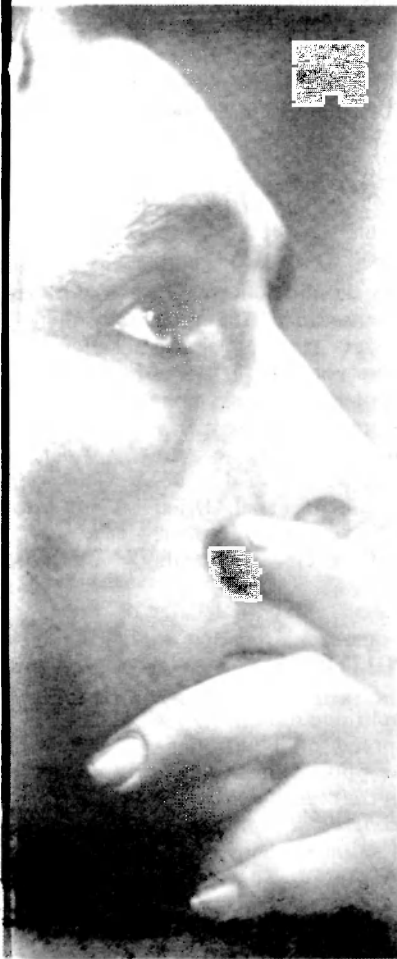
Heureusement, il nous reste ses films et malgré sa disparition nous pourrions encore nous laisser conduire au rythme d'une charge dans le grand rêve du western. C'est un genre que John Wayne a bien représenté et que sa fin a authentifié, si bien que la légende se rit désormais de la réalité.

Pour moi comme pour bien d'autres, il restera avec Tintin celui qu'une bonne étoile ne fait jamais perdre.

Philippe COURNARIE

— MUSIQUE —

"joue pas avec mes nerfs"



Où Béranger ! Quand on prend le métro à 7 heures du matin avec cette impression que tout Paris et sa banlieue s'y trouve, on a le droit d'être en colère et de se demander comment on peut accepter ça : il n'y a pas de « kapo » sur les rangs mais on y va tous avec le même enthousiasme... au boulot !!!

Chanter que la France est une morne grisaille fait dire à un critique « Béranger raconte toujours la même chose. » Comment ne pas se répéter quand la vie n'est que répétition.

Sensible à ce qui fabrique nos vies, il est didactique plus encore dans ce disque. Il ravale son rêve utopique n° 1*, n° 2**, pour nous livrer des impressions sans fioritures, s'étonnant encore qu'on puisse accepter d'être manipulé et craignant que l'on s'endorme sans jamais plus se révolter. Lui-même a peur : « ça fait des millénaires qu'on respire le même air »... et rien ne change.

Devant une situation bloquée pour changer d'horizon, il chante

à la manière de Bruant une chanson pour sa grand-mère. C'est la tendresse pudique et abrupte de Béranger qui ressort.

Ensuite pour se rassurer que ses chansons sont entendues, il parle de ses « clients » qui s'identifient à lui, trop peut-être. Ils viennent entendre leurs propres chants. Cette ambiguïté continue de le tenailler lui qui voudrait que chacun fasse sa propre chanson : cela supposerait la liberté de l'homme, la possibilité du choix. Mais le pouvoir a besoin d'esclaves, tout pouvoir est maudit parce que toujours autoritaire.

Notre devoir est bien de s'approprier une partie de ce pouvoir et de l'imaginer en dehors des clichés habituels. « *Le lendemain c'est vous* » disait Bernanos.

François VIET

Disque ESCARGOT ESC 390 - François Béranger.

* « Le vieux rêve » - Disque ESCARGOT ESC 323.

** « Rêve ancien n° 2 » - Disque ESCARGOT ESC 364.

regards sur l'année

Le dernier numéro de *Royaliste* vous annonçait la tenue à Paris, les 23 et 24 juin, du Conseil Représentatif National de la NAR. En voici un compte-rendu bref qui ne peut, bien entendu, pas être aussi complet que celui qui paraîtra dans la lettre aux adhérents de juillet.

Le samedi, Yves Lemaigren — Président de notre Comité Directeur — accueillit les nouveaux conseillers élus en mai dernier et rappela le rôle des conseillers qui doivent informer le Comité Directeur, non pas de leur opinion personnelle, mais de celle de leurs mandants. Et cela a été parfaitement compris et appliqué durant ces deux jours. Bertrand Renouvin fit, ensuite, au Conseil un exposé sur la situation politique générale. Il souligna, à propos de la victoire électorale de la liste Veil, que c'est l'image de marque de l'ex-ministre de la Santé qui avait emporté la décision et non pas la compétence ou le bilan de l'action du gouvernement qui la soutenait. Que se serait-il passé si M. Barre avait été tête de liste? Bertrand Renouvin rappela le très net durcissement du pouvoir pour contenir les mouvements sociaux et prévenir la contestation, il s'interrogea sur la nature de la crise économique et sur les possibilités d'une explosion sociale.

Les conseillers nationaux firent, ensuite, l'échange de leurs impressions sur l'impact de la sortie des « Mémoires » du comte de Paris. Il apparaît que l'image du Prince est excellente dans la plupart des publics et que les attaques portées contre lui n'ont touché qu'une partie infime des gens et souvent plus les militants royalistes que le public extérieur. Une brève analyse fut faite sur l'attitude et le chemin parcouru par des royalistes n'appartenant pas à la NAR devant l'action du Prince et notamment par l'Union Royaliste Provençale qui, pour son récent rassemblement des Baux-de-Provence, accueillait Pierre Boutang.

Il revenait à Gérard Leclerc de rappeler les orientations intellectuelles du mouvement, de re-

prendre le thème de « la conquête de l'intelligence » et d'indiquer, entre autres, combien nous étions orphelins de Maurice Clavel. Gérard Leclerc affirma, avec force, que l'analyse de la société industrielle opérée par nos différentes cellules (économie, urbanisme, philosophie...) amène à faire des choix radicaux de rupture. Il rappela, enfin, le rôle de la NAR dans la lutte contre la renaissance d'une idéologie apparentée au nazisme et que la société industrielle est prête, dans des secteurs importants, à accepter. On discuta, ensuite, longuement du rôle des cellules. Les premières heures du dimanche furent consacrées au bilan financier qui s'avéra moins négatif que les années précédentes, et à l'analyse des différents postes de l'organisation du mouvement. On nota la très forte progression en abonnés et surtout en adhérents depuis un an.

Le conseil procéda, ensuite, à une analyse critique de l'action militante de l'année 78-79. Plusieurs points positifs furent relevés en particulier les bonnes conditions dans lesquelles a été effectué le changement de nom du mouve-

ment, l'excellente tenue de la plupart des sessions de formation, le succès des journées royalistes, le développement de notre implantation géographique... Quelques échecs graves furent analysés comme l'échec de notre campagne pour la liberté d'expression aux élections européennes. Notre voix a été proprement étouffée, en dépit d'une pétition de personnalités très brillantes.

Des problèmes plus administratifs comme celui du contenu des circulaires internes furent évoqués et l'on passa à quelques témoignages instructifs et exemplaires comme les actions menées par la section de Lille, la fédération des Yvelines et la section d'Angers.

Des perspectives générales d'action pour l'année prochaine furent ensuite dégagées. Les idées rassemblées serviront à l'élaboration du plan d'action 1979-80 par le Comité Directeur. Ce plan sera, ensuite, présenté et discuté par les cadres du mouvement dans une session au début du mois de septembre.

Paul CHASSARD

aux lecteurs

Comme tous les ans, l'équipe de *ROYALISTE* va prendre ses « quartiers d'été » et le journal ne paraîtra pas au mois d'août.

Dans quinze jours, nous publierons un numéro exceptionnel de 20 pages, entièrement consacré au Comte de Paris. Ce numéro conçu comme un outil de propagande privilégié reprendra à la fois le contenu du numéro spécial sur le Comte de Paris paru en mars dernier et l'inter-

view du Prince que nous avons publié dans le numéro 293.

Nous inciterons tous nos lecteurs à nous passer des commandes supplémentaires de ce « spécial vacances » qui doit avoir la diffusion la plus importante possible.

Tarif : 5 ex. 12 F - 10 ex. 24 F - 25 ex. 54 F - 50 ex. 100 F - 100 ex. 180 F. Les commandes sont à adresser au journal accompagnées de leur règlement.

ADHEREZ

Si vous êtes en accord avec les idées fondamentales que nous défendons et souhaitez, selon vos possibilités, nous aider régulièrement, n'hésitez pas à nous demander — sans engagement de votre part — une documentation pour « adhérer » au mouvement. Les adhérents reçoivent en outre une « lettre mensuelle » qui leur est réservée et leur donne de nombreuses informations sur la vie du mouvement.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Pétrole, notre noir souci. Trop rare et trop cher, il nous laisse prévoir de sombres hivers. Nous ne pouvons plus payer, il faudra moins consommer. Et la « crise » sera encore plus aggravée. M. Barre l'a dit : à cause du pétrole, l'amélioration de la conjoncture ne se produira pas. Et M. Giscard d'Estaing nous a annoncé le début d'une ère de « croissance sobre ». Rien ne sera plus comme avant, et la catastrophe nous guette si les pays producteurs continuent d'étrangler le pauvre Occident.

Comme si les pays occidentaux avaient les mains pures ! Comme si la facture pétrolière était à elle seule responsable de l'inflation et du chômage ! Plutôt que de jouer les bonnes consciences outragées, les honnêtes marchands surpris par des bandits de grand chemin, ou encore les politiciens masochistes qui, retour de Courchevel, promettent au peuple les souffrances et les larmes qui leur seront épargnées, il faut rappeler quelques vérités qui démentent les schémas manichéens :

PILLAGE

— Les pays industrialisés ont fondé leur croissance sur le pillage des ressources du Tiers Monde. C'est particulièrement évident pour le pétrole, qui coûtait en 1973 2,80 dollars le baril : la différence entre le prix du litre à la pompe (1 franc environ) et son prix d'achat (10 centimes) allait dans la poche des Etats et des compagnies pétrolières.

— Fin 1973, la multiplication par quatre du prix du pétrole n'a donc été qu'un ajustement, parfaitement normal, destiné à mettre un terme à l'exploitation éhontée subie par les pays producteurs. En outre, cette augmentation massive n'est pas responsable à elle seule de l'inflation : alors que le taux d'inflation était de 10 %, l'incidence de la facture pétrolière n'a été que de 3 à 4 %.

— Entre 1974 et 1978, la hausse du prix du pétrole a été absorbée par l'augmentation du prix des produits manufacturés que nous vendons aux pays « pétroliers » (10 à 12 % par an) et par la baisse du dollar. Le pillage des ressources pétrolières a donc continué avec la complicité de l'Arabie saoudite qui, en menaçant de créer une surproduction, empêchait tout ajustement des prix à l'évolution du coût de la vie.



par
bertrand
renouvin

la grande panique

— Aujourd'hui, certains pays de l'OPEP veulent augmenter leurs prix parce qu'ils sont toujours victimes d'un vol (en 1973, il fallait 35 dollars pour acheter une once d'or, aujourd'hui il faut 290 dollars !) et parce que la réduction de la production iranienne crée un déséquilibre au profit des vendeurs, qui empêche l'Arabie saoudite d'exercer son habituel chantage à la surproduction. C'est dire que la campagne pour les économies d'énergie n'a pas pour objectif de faire baisser le prix du pétrole, mais simplement de rétablir un équilibre entre l'offre et la demande, permettant à l'Arabie saoudite de jouer son rôle.

— Enfin, la « situation de crise » n'empêche ni les compagnies pétrolières de réaliser d'énormes bénéfices, ni les Etats de remplir leurs caisses par le biais de la fiscalité, ni le Japon d'avoir une balance commerciale excédentaire, ni les Etats-Unis de mener leur jeu sans se soucier de leurs alliés. Le « camp occidental » n'existe pas, la « menace arabe » est une plaisanterie, et la fameuse « crise » n'est pas aussi générale qu'on le dit.

GASPILLAGE

Voilà ce que M. Giscard d'Estaing aurait dû expliquer aux Français. Mais il préfère leur raconter des histoires de facture pétrolière qui ne tiennent pas debout, et leur parler d'une « solidarité européenne » inexistante. La

Grande-Bretagne est évidemment ravie de l'augmentation du pétrole, puisqu'elle en vend. Quant à la fameuse facture, elle a diminué de 7 % en 1978 et se situait très au-dessous du plafond officiel de 58 milliards de francs. Pourquoi ne le dit-on pas ? Pourquoi a-t-on malgré tout augmenté le prix de l'essence, pourquoi ne nous explique-t-on pas les véritables enjeux de négociations internationales ? Il est vrai que le pétrole est un excellent alibi, qui permet de masquer l'impuissance gouvernementale face au chômage et à l'inflation.

Mais il ne suffit pas de dénoncer la politique du pillage et les mensonges gouvernementaux. Il y a cinq ans, nous avons souhaité que la première « crise pétrolière » soit l'occasion d'une réflexion sur la société industrielle, et le point de départ d'une nouvelle politique. Rien de fondamental n'a été entrepris, si ce n'est la fuite dans la périlleuse aventure nucléaire. Cela signifie qu'on veut organiser différemment le gaspillage d'énergie sans remettre en question nos modes de production et de vie, pourtant contestés à juste titre depuis longtemps.

En souhaitant une « croissance sobre », M. Giscard d'Estaing a manifesté son intention de nous faire consommer moins, alors qu'il s'agit d'imaginer les moyens de vivre autrement. Le nouvel équilibre est celui de l'injustice maintenue, des sacrifices inégalement répartis, des privilégiés jouissant de tous les avantages de la « société de consommation » tandis que le bon peuple connaîtra les joies austères de la « sobriété ». A moins que le Président ne démontre le contraire en s'attaquant à l'inégalité qui, selon certains experts, se traduirait par un écart de 1 à 1 000 entre les fortunes des Français !

Georges Bernanos disait que la bourgeoisie ne pouvait parler à la fois le langage du devoir et celui des affaires. Comment pourrait-elle aujourd'hui nous inciter à la sobriété en nous donnant le spectacle de ses petites mais coûteuses jouissances ? La caste dirigeante n'a ni les moyens ni le courage d'accomplir le changement dont elle parle, qui remettrait d'abord en cause ses privilèges et son argent. Si nous voulons imaginer une autre façon de vivre, de travailler, d'échanger, de créer, ce n'est pas une négociation internationale qu'il faut réussir, c'est une révolution qu'il faut préparer.

Bertrand RENOUVIN